



LES REGIES D'AVANCES DANS LES ECOLES ET ETABLISSEMENTS DU SECOND DEGRE

Textes de références

- Loi du 16 juin 1881
- Lois de décentralisation n° 83.663 du 22 juillet 1983
- Code des communes
- Décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962
- Décret n° 85-924 du 30 août 1985
- Décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics
- Instruction codificatrice n° 93-75 ABKOPR du 29 juin 1993
- Arrêté du 11 octobre 1993

Principes

En droit, l'instauration d'une régie d'avances et de recettes constitue une exception à la règle de l'incompatibilité des fonctions d'*ordonnateur* et de *comptable*.

Un administrateur, placé sous le contrôle du comptable est autorisé à assurer certaines fonctions dévolues normalement à ce dernier, en pouvant procéder à l'encaissement ou au décaissement de sommes.

L'objectif est de faciliter le fonctionnement de certains services.

Application

C'est le maire qui peut décider de créer une régie avec l'accord du comptable assignataire. En ce cas, la gestion est assurée par un régisseur volontaire.

Le dispositif permet aux écoles de disposer d'un crédit géré en toute autonomie en fonction des besoins réels en relation avec les projets d'école avec l'ensemble des partenaires.

Il est également utilisé dans le cadre des groupements comptables du 2^e degré pour les établissements rattachés (gestionnaire installé régisseur d'avances et de recettes).

Eléments de réflexion

Dans le premier degré, la régie d'avance est un mode de gestion souple par rapport à la gestion directe municipale qui reste le mode de gestion principal surtout dans les communes importantes pour des raisons de commodité et d'économies d'échelle. Il permet d'éviter le recours à des associations écrans illégales maniant des fonds publics.